



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Commerce

Le Kenya et l'UE signent un accord «historique»

Le président kényan William Ruto a salué lundi la signature du premier accord commercial d'envergure depuis 2016, entre l'Union européenne et le continent ...

• (Page 08)

Festival des divinités noires

« Togo terre de nos aïeux, terre inconnue »

L'Association Acofin a le plaisir de vous informer de la tenue du Festival des divinités noires les 12, 13 et 14 janvier ...

• (Page 08)

Investir au Togo

Bientôt les manuels de procédures de gestion de l'API-ZF

• (Page 03)

Exercice 2024

Le budget de la commune de Kozah 3 est de 214.895.599 FCFA

Le budget 2024 de la commune de Kozah 3 s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 214.895.599 ...

• (Page 02)

Préfecture de Kéran

Les trois communes bientôt dotées de plans d'urbanisme

Le Gouvernement Togolais s'est engagé à doter les communes du pays de plans locaux d'urbanisme (PLU) devant permettre une ...

• (Pages 04)

Transition énergétique

L'Afrique a besoin d'un «commerce juste»

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina a réitéré, dimanche 10 décembre 2023 à Doha au Qatar, son avertissement selon ...

• (Page 06)

Football féminin en milieu scolaire

Les filles du CEG Tchon-Woro s'adjugent le trophée

Le Collège d'Enseignement Général (CEG) Tchon-Woro est championne du tournoi de football féminin en milieu scolaire, ...

• (Page 11)



Audience publique et solennelle

• (Page 05)

Rentrée judiciaire 2023-2024 de la Cour de Justice de l'UEMOA



**FIBREZ SANS FRAIS**
ACTUELLEMENT LA BOX FIBRE ET L'INSTALLATION SONT OFFERTES*

8866 www.canalbox.tg
Coût de l'appel : 20 FCFA.
* Paiement du premier forfait mensuel à la souscription.

CANALBOX
PRENEZ LE MONDE DE VITESSE

Exercice 2024

Le budget de la commune de Kozah 3 est de 214.895.599 FCFA

Le budget 2024 de la commune de Kozah 3 s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 214.895.599 francs CFA. Ce budget a été adopté au terme de la quatrième session budgétaire, dans la salle de délibération de la commune.



● Joël Yanclo

Le montant a été déterminé après six jours de travaux effectués par le conseil municipal et servira à la fois au fonctionnement et à l'investissement dans divers projets de la commune de Kozah 3. Dans le détail, 147.256.986 Francs CFA soit 68,52% de ce budget seront consacrés au fonctionnement et 67.638.613 soit 31,48% seront consacrés à investissement, apprend-on auprès du Conseil municipal. Il est à noter que la cérémonie de clôture de cette session budgétaire a été ouverte par PISSIYOU Sami Essokud-

jowu, Maire de la commune de Kozah 3. Celle-ci a été marquée par la présence des chefs traditionnels ainsi que d'une importante délégation de partenaires techniques et financiers de la commune. Parmi les participants figuraient les représentants des organisations de développement à la base et des services déconcentrés de l'État. Dans son discours d'ouverture, PISSIYOU Sami Essokud-jowu, Maire de la commune de Kozah 3 a remercié toutes les parties prenantes pour leur contribution efficace aux progrès réalisés jusqu'à présent dans la municipalité et surtout pour toutes les

mesures constructives prises pour offrir de meilleures conditions de vie aux populations. Il leur a exprimé à plusieurs reprises sa gratitude pour leur contribution efficace dans la construction des pistes, d'ouvrages, des bâtiments scolaires, des équipements marchands, des équipements d'eau. Enfin, PISSIYOU Sami Essokud-jowu, Maire de la commune de Kozah 3 a souligné l'importance de la participation citoyenne dans le développement de la commune de Kozah 3 et a réitéré la détermination du conseil municipal à doter la commune des performances au niveau administratif et communautaire, en vue de fournir des services adaptés, tout en souhaitant santé et prospérité aux différentes parties prenantes à la veille de la célébration des fêtes de fin d'année. La cérémonie de clôture de la quatrième session budgétaire de la commune de Kozah 3 s'est achevée par la présentation du Plan Annuel d'Investissement (PAI3) un document qui est une variante du plan de développement communal de la commune de Kozah 3 adopté en janvier 2022.



Image du jour



La talentueuse gymnaste togolaise, Mathilde Maggioli, boursière olympique, a obtenu sa qualification pour les prochains championnats de France, décrochant au passage une médaille de bronze.

AUX DÉCIDEURS ...

Les relations Chine-Afrique en 2023

Au cours d'une année où les conflits en Europe et au Moyen-Orient et les tensions géoéconomiques entre la Chine et l'Occident ont dominé l'actualité, les relations sino-africaines étaient, en comparaison, une norme constante et stable. Ayant suivi les relations sino-africaines pendant deux décennies, Lauren Johnston, professeur agrégé, Centre d'études chinoises, Université de Sydney souligne quelques moments clés de cette année. Ceux-ci révèlent que les relations entre la Chine et le continent se sont concentrées sur la création d'une dynamique et l'approfondissement des liens, notamment en matière de commerce et de promotion des exportations africaines. En juin, la troisième Exposition économique et commerciale Chine-Afrique s'est tenue à Changsha, dans la province du Hunan. Il s'agit de l'événement commercial sino-africain le plus intensif du calendrier en raison de son ampleur et de son orientation. C'est aussi l'occasion pour les petites et moyennes entreprises de s'impliquer. L'exposition de cette année aurait enregistré quelque 100 000 visiteurs et approuvé quelque 120 projets d'une valeur totale de 10,3 milliards de dollars. L'exposition permet des interactions en face-à-face dans l'espoir de développer des partenariats commerciaux et des ventes. Il y a eu des offres autour d'huiles essentielles de Madagascar, de pierres précieuses de Zambie, de sculptures en bois du Zimbabwe et de fleurs du Kenya. Un groupe alimentaire chinois a présenté son premier lot importé d'anchois kenyans à des distributeurs de fruits de mer. Cela a contribué à catapulte la demande : un jour de septembre, 52 tonnes d'anchois sauvages séchés du Kenya ont débarqué dans le Hunan pour être distribués dans toute la Chine. En août, le président Xi Jinping s'est rendu en Afrique du Sud pour un sommet du bloc de cinq pays (Brésil, Russie, Inde, Chine et pays du Sud). Afrique), Brics. Parallèlement au sommet des Brics, le Dialogue des dirigeants Chine-Afrique – un dialogue initié par la Chine et coprésidé par les présidents Xi et Cyril. Ramaphosa – a eu lieu. Deux ou trois choses sont ressorties du dialogue. Premièrement, l'accent mis sur la promotion de l'intégration africaine et la participation des organisations régionales africaines qui jouent un rôle clé dans la promotion du commerce intra-africain. Les discussions ont porté sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ainsi que sur les infrastructures et politiques liées au commerce. Deuxièmement, Xi a annoncé trois nouveaux plans pour l'Afrique liés à l'agriculture, à l'industrialisation et au développement des talents. Les plans visent à relever les défis des relations économiques sino-africaines, tels que la productivité agricole à la traîne, le manque de production manufacturière et de diversification économique, l'insuffisance de création d'emplois et d'opportunités d'éducation. Ils visent également à surmonter les obstacles au développement de l'Afrique. Ces actions témoignent de la promesse de Xi de créer un « nouveau type de partenariat stratégique sino-africain ». Cela impliquait la croissance des échanges commerciaux, notamment en ce qui concerne les exportations africaines vers la Chine. Cela entraînerait également un changement dans la structure du commerce. Un modèle de longue date veut que l'Afrique vende des matières premières et achète des produits manufacturés, ce qui renforce le sous-développement du continent. La Chine essaie de dépasser cette situation en achetant davantage de produits transformés et en favorisant les services comme le tourisme et la finance. Les relations devraient continuer d'évoluer et de se développer au cours de la nouvelle année. Plus tard dans l'année, un sommet du Forum sur la coopération sino-africaine devrait être organisé par la Chine. Généralement, le forum aboutit à l'annonce de nouvelles orientations dans les relations sino-africaines par les deux parties et à la conclusion d'accords commerciaux. Par ailleurs, il y aura quelques anniversaires bilatéraux clés à célébrer, comme le 60e anniversaire des relations sino-tanzaniennes et sino-zambiennes. En outre, la Chine et la Tanzanie devraient lancer le projet phare Centre commercial et logistique d'Afrique de l'Est. Cela devrait accroître les liens commerciaux et d'investissement entre la Chine et d'autres économies enclavées de la région.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres			
Informations générales	Togo	Afrique Subaharienne	Source
Superficie	56 790 km²	21,7 km³	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	CNU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	CNU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	CNU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	CNU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	CNU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	CNU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Investir au Togo

Bientôt des manuels de procédures de gestion de l'API-ZF

Examiner les propositions de procédure opérationnelle de l'Agence de Promotion des Investissements et de la Zone Franche (API-ZF), enrichir le contenu des manuels avec les observations du comité projet et de valider les propositions qui y sont formulées. Dans cette optique, un atelier de validation des drafts de manuels de procédures de l'API-ZF en vue de l'élaboration des manuels de procédure de gestion de l'agence s'est tenu le lundi 18 décembre 2023 à Lomé.

• Hélène Martelot

Dans le cadre de l'accompagnement technique du Programme pour la promotion de la Compétitivité du Secteur Privé au Togo (Pro-Comp/GIZ) à l'Agence de Promotion des Investissements et de la Zone Franche (API-ZF), Il est prévu l'élaboration d'un plan stratégique et d'un organigramme composé des fiches postes, des profils ainsi que des manuels de procédure des différents fonctions et services. Dans la méthodologie de mise en œuvre de cette mission, un bureau d'étude a été recruté pour appuyer le ministère de la promotion de l'investissement (MPI) à élaborer les manuels de procédures. Pour faire suite à cette étape, il s'avère important que le comité projet et les différentes parties prenantes se réunissent en vue de la validation des drafts des manuels au cours d'un atelier de validation. Au cours de leurs travaux, les différentes parties prenantes

devront étudier les trois manuels dans toutes leurs composantes dans un exposé structuré, obtenir le feedback du comité projet et des parties prenantes sur les conclusions des propositions de procédure, intégrer les observations et recommandations du comité projet et des parties prenantes, valider les manuels avec les recommandations du comité projet et de définir les orientations ou calendrier sur les prochaines étapes de la mission. Les travaux vont permettre d'examiner les propositions des manuels de procédures opérationnelles, administratives, financières et comptables, ainsi que des procédures de ressources humaines (RH).

Être en phase avec le modèle opérationnel de l'API-ZF

D'après Sikpa Atsouvi Yawo, le directeur général de l'API-ZF, l'atelier de ce jour va leur permettre d'examiner les propositions des manuels qui devraient être

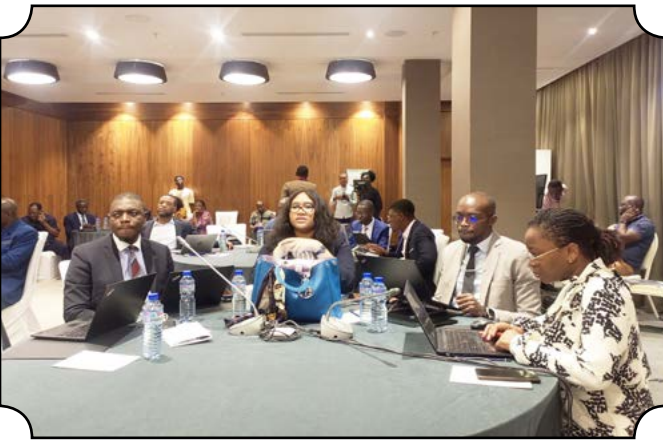


en phase avec le modèle opérationnel de l'API-ZF déjà validé, d'enrichir le contenu avec des observations et de valider les propositions qui y sont formulées en vue de servir de base pour les étapes suivantes. Pour lui, l'opérationnalisation de l'agence de promotion des investissements a été définie comme un point prioritaire dans le partenariat pour les réformes. « La présente session de validation des manuels de procédures vient donc ponctuer une démarche réfléchie visant à ren-

forcer notre engagement envers l'excellence opérationnelle. Je voudrais rappeler à tous que la transparence, la cohérence et l'efficacité de nos procédures sont essentielles pour bâtir la confiance et encourager les investisseurs à choisir notre agence comme partenaire privilégié. En tant qu'agence de promotion d'investissement, il est de notre responsabilité de promouvoir l'investissement privé, de faciliter les démarches pour les entreprises, afin de contribuer à la prospérité de notre communauté

», a souligné le DG de l'API-ZF. A l'en croire, ces manuels de procédures sont des pierres angulaires de leur mission, et aujourd'hui, ils le sculptent ensemble. « Cet atelier de validation est une opportunité précieuse pour chacun d'entre nous afin de contribuer à la finalisation de ce document capital je vous encourage à participer activement, et à partager vos idées », a-t-il ajouté. Pour Bettina Maier-Neme, chargée de projet à la GIZ, c'est un grand plaisir d'être au côté

du partenaire togolais pour la poursuite des objectifs d'attractivité du Togo pour les investissements durables, car une API-ZF pleinement opérationnelle est extrêmement important pour la mobilisation des investissements privés qui sont capital pour le développement économique du pays. « L'atelier de ce jour va nous permettre d'examiner les propositions des manuels qui devraient être en phase avec le modèle opérationnel de l'API-ZF déjà validé, d'enrichir le contenu avec des observations et valider les propositions qui y sont formulées en vue de servir de base pour les étapes suivantes », a-t-elle indiqué. En effet, dans le cadre du nouveau partenariat germano-togolais pour les réformes, il est conclu en mai 2021, des réformes qui visent à soutenir le processus de réforme engagé par le gouvernement togolais et qui fait suite à l'agenda national des réformes, la Feuille de Route Gouvernementale Togo 2025.



Le Togo en chiffres									
Prévisions du commerce extérieur		2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)			
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)		10,4	6,3	4,9	7,5	7,8			
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)		6,0	5,5	6,2	6,8	8,6			

Sénégal		5,0	Etats-Unis		2,7
Nigéria		4,0	Malaisie		2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Préfecture de Kéran

Les trois communes bientôt dotées de plans d'urbanisme

Le Gouvernement Togolais s'est engagé à doter les communes du pays de plans locaux d'urbanisme (PLU) devant permettre une occupation rationnelle et objective de leurs territoires en vue de contribuer efficacement à leur développement socioéconomique durable.

● Wilson Lawson

Après les communes Zio 2 et Avé 2 dont le processus d'élaboration est pratiquement bouclé, puis celles des Lacs 1, 2, 3 et 4 en cours, ce sont les communes Kéran 1, 2, et 3 qui voient l'élaboration de leurs plans locaux d'urbanisme lancer le jeudi 14 décembre dernier. Le PLU est un outil de planification et de gestion intercommunale qui répond à la fois aux besoins de ses agents et de ses usagers dans le respect des équilibres de développement tout en améliorant l'environnement et le cadre de vie de la population. L'outil permet de programmer les actions de développement afin d'obtenir le maximum d'efficacité et surtout d'adopter une attitude dynamique pour maîtriser, orienter et influencer l'évolution communale. Il vise également à renforcer la résilience de ses zones de mise en œuvre face aux risques climatiques. L'élaboration des PLU de Kéran 1, 2, et 3 a été rendue possible grâce à un crédit spécial accordé par la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER), suite à la demande initiée par les trois maires de la préfecture. C'est le Ministre d'État, Ministre de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière, Kodjo ADEDZE qui a procédé au lancement officiel des travaux en présence du Préfet de Kantè, Monsieur DOUTI



N'Sarma, des maires des trois communes, des cadres du milieu et de la population. À cette occasion, le Ministre d'État s'est d'abord félicité de l'attachement des populations de la Préfecture de la Kéran aux idéaux du chef de l'Etat. Au nom du Gouvernement, il a exposé l'importance du projet d'élaboration des plans locaux d'urbanisme au moment même où notre pays, à travers la décentralisation, poursuit résolument sa marche vers sa pleine émergence. « C'est la continuité de nombreuses actions entreprises par le Gouvernement en vue d'améliorer de façon significative le cadre de vie de nos populations », a affirmé le Ministre d'Etat. Il a félicité le Directeur Général de la SAFER, OUTCHANTCHA Awima, dont la structure appuie le projet d'élaboration des PLU dans la Préfecture de la Kéran pour son engagement multiforme aux côtés du Gouvernement en vue d'améliorer les prestations relevant de l'action publique dans les secteurs de l'aménagement territorial, de

l'urbanisme et de la gouvernance foncière. Selon le Directeur du cabinet de STADIA/GPS, groupement attributaire des travaux d'élaboration desdits PLU, BASSALEY Olivier, "l'élaboration et l'exécution des travaux permettront de régler l'occupation des différentes zones fonctionnelles qui sont entre autres les zones agricoles, les zones d'équipement, les sites naturels à préserver, les zones d'habitation et les réserves foncières spéciales. Le délai d'exécution des travaux est de 6 mois". Ces PLU serviront de tremplin à la mise en œuvre des plans d'aménagement de développement durable. Ces plans, objet d'un vaste programme comporte plusieurs projets notamment la mise en valeur de réserves foncières spéciales, le reboisement pour limiter les effets du réchauffement climatique ainsi que la mise en valeur des ressources et opportunités locales par la création des activités génératrices de revenus.



Togo

Ouverture du Consulat honoraire de la République Tchèque

Ján Fűrý, ambassadeur de la République Tchèque près du Togo avec pour résidence à Accra (Ghana) a coordonné vendredi l'ouverture du consulat honoraire de son pays à Lomé. Cette ouverture marque également l'entrée en fonction de Abdou Saïd Oukpedjo, le nouveau consul honoraire.

Cette mission diplomatique va faciliter le renforcement des liens entre les deux nations. Le ministre togolais des transports routiers, ferroviaires et aériens, Affoh Atcha-Dédji a marqué de sa présence la cérémonie. Joaquín Tasso Vilallonga, le Chef de la délégation de l'Union européenne au Togo, et d'autres représentations diplomatiques au Togo ainsi que des agents du ministère des affaires étrangères assistaient également à l'ouverture. Les activités du Consulat de la République Tchèque au Togo sont coordonnées par Abdou Saïd Oukpedjo qui est le nouveau Consul Général Honoraire. Il a salué son ouverture qui vient ainsi renforcer les relations de coopération entre le Togo et la République Tchèque. Cette coopération bilatérale entre les deux pays s'étend aux domaines, commercial, culturel et social.

Un consulat honoraire sur de nouvelles

Afrique Francophone

Le Togo accueillera l'an prochain, une rencontre des Régulateurs Télécoms

Lomé accueillera l'année prochaine le 21e séminaire du Réseau francophone de la régulation des télécommunications (Fratel). L'événement, prévu pour mai 2024, sera organisé par le régulateur des télécommunications togolais, Arcep Togo, hôte de ses pairs de l'espace africain francophone, lors d'un événement ayant pour thème central "Économie de la donnée et services numériques : quels enjeux de régulation technico-économiques", les 21 et 22 mai 2024.

À cœur des débats se trouveront les défis liés à la régulation technico-économique, notamment l'utilisation des données provenant du secteur public et des entreprises. Lors de ces travaux de Lomé, "les membres du réseau seront amenés à échanger sur les enjeux de régulation technico-économiques de l'utilisation des données non personnelles du secteur public et des entreprises, sur les potentielles défaillances du marché du stockage de la donnée et les interventions publiques pour y remédier ainsi que sur les mesures réglementaires pour



bases

Abdou Saïd Oukpedjo indique que l'ouverture après plusieurs années de fermeture jette de nouvelles bases pour les relations bilatérales. « Nous encourageons les opérateurs économiques du Togo à venir se renseigner auprès du consulat honoraire et à avoir plus d'ouverture dans le sens des deux pays pour que leurs activités puissent prospérer. Notre objectif est également d'œuvrer à ce que beaucoup d'investisseurs de la République tchèque découvrent les opportunités qu'héberge le Togo et orientent leurs

actions économiques et sociales vers le Togo », a indiqué M. Oukpedjo. Le consul honoraire a salué les autorités togolaises pour leurs efforts pour élargir la diplomatie et raffiner ses relations avec de nombreux États européens et sur le plan international. Le consulat, opérationnel depuis son inauguration, a déjà commencé à faciliter les démarches consulaires pour les citoyens tchèques et togolais. Cette présence renforcée ouvre de nouvelles opportunités pour le développement économique et culturel des deux nations. Avec tobreakingnews.info

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimations ; Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
services)					

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Union Economique et Monétaire
Ouest Africaine

La Commission



COMMUNIQUE DE PRESSE

Rentrée judiciaire 2023-2024 de la Cour de Justice de l'UEMOA

La Cour de Justice de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) tient sa rentrée judiciaire 2023-2024 à Ouagadougou sous le thème « ***l'activité non judiciaire de la Cour de justice de l'UEMOA*** ».

La cérémonie aura lieu le **20 décembre 2023 à partir de 10 Heures**, au cours d'une audience publique et solennelle au siège de ladite Cour sis à la Place du Mémorial aux Héros Nationaux à Ouaga 2000.

La Cour se conforme ainsi à l'Article 12.5 du Règlement n°01/2012/CJ du 21 décembre 2012 qui stipule qu'une audience dite de « rentrée judiciaire » a lieu au terme de la période des vacances judiciaires, au cours de laquelle il est constaté la clôture de l'année achevée et l'ouverture de l'année nouvelle.

La rentrée judiciaire est aussi une opportunité pour faire le bilan des activités de l'institution pour l'année qui s'achève et décliner les perspectives.

Pour rappel, la Cour de Justice est créée par l'Article 38 du Traité de l'UEMOA. Installée depuis le 27 janvier 1995, elle a pour mission de veiller à l'interprétation et à l'application effective du droit communautaire dans les huit Etats membres de l'Union.

Plus d'informations sur la Cour de Justice

www.courdejusticeuemoa.org

Contact : DCOMINFOS@uemoa.int

Ouagadougou, le 18 décembre 2023

La Direction de la Communication

Transition énergétique

L'Afrique a besoin d'un « commerce juste »

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina a réitéré, dimanche 10 décembre 2023 à Doha au Qatar, son avertissement selon lequel l'introduction d'une taxe carbone aux frontières par l'Union européenne pourrait replonger l'Afrique dans l'exportation de matières premières et saper ses acquis en matière d'industrialisation.

● Nicole Esso

L'Union européenne a récemment lancé la phase initiale d'une taxe carbone sur les produits importés dans le cadre de ses mesures de réduction des émissions pour lutter contre les changements climatiques. M. Adesina a déclaré que cela pourrait pénaliser les pays africains. «Les entreprises africaines qui produisent du ciment, de l'acier, de l'aluminium, des engrais et qui tentent d'exporter vers l'Europe vont se voir imposer une taxe aux frontières de 80 euros par tonne. Cela coûte très cher, et la conséquence sera que les pays d'Afrique qui souffrent déjà de la hausse des droits de douane lorsqu'ils ajoutent de la valeur à ce qu'ils produisent seront désormais contraints de descendre dans la chaîne de valeur», a déclaré M. Adesina. M. Adesina s'exprimait lors d'une table ronde de haut niveau organisée dans le cadre du Forum de Doha sur le thème «Décrypter le dilemme de la dette — dévoiler les solutions multilatérales». Parmi les autres intervenants figuraient le ministre des Finances du Qatar, Ali bin Ahmed Al Kuwari et Børge Brende, président du Forum économique mondial. Dan Murphy, présentateur et correspondant de CNBC, a animé la session. «L'Afrique va perdre 25 milliards de dollars par an», a averti M. Adesina. «L'Afrique mérite d'être exemptée de cette taxation, car nous finançons



la transition de l'Afrique. Vous ne pouvez pas vous industrialiser uniquement grâce aux énergies renouvelables; vous avez besoin d'un bouquet énergétique équilibré qui vous permette d'utiliser votre gaz naturel pour pouvoir vous industrialiser», a-t-il souligné, décrivant le gaz naturel comme une ressource essentielle pour l'Afrique, qui ne devrait pas faire l'objet de restrictions dans le cadre du commerce extérieur. «Le commerce juste est ce dont nous avons besoin, mais accordez-nous un commerce juste pour une transition énergétique juste», a ajouté M. Adesina avant de souligner : «L'Afrique ne devrait pas être pénalisée». Selon lui, en introduisant des mesures punitives générales qui affectent également les pays en développement, les pays développés «déplacent la barre» de la responsabilité différenciée dans le cadre de l'Accord de Paris en forçant les pays en développement à atteindre le zéro émission nette de carbone beaucoup plus tôt que prévu. Le Forum de Doha est une plateforme mondiale de dialogue des responsables politiques sur les défis critiques du monde

afin de construire des réseaux innovants et orientés vers l'action. Commentant la difficulté de parvenir à un consensus sur les restrictions liées au climat, notamment sur la fiscalité, M. Brende a déclaré que le chemin vers un accord politique sur un prix mondial du carbone serait long. Mais dans le même temps, l'accès à l'énergie et la sécurité énergétique sont essentiels. «Le passage à une société décarbonée prend du temps», a noté M. Brende. «Nous devons trouver des passerelles entre le charbon, la forme la plus extrême de combustible fossile, et le gaz naturel. Nous devons avancer à un rythme qui a du sens, qui est rentable, et il y a un prix à payer», a déclaré M. Brende. Le ministre Al Kuwari a déclaré que les objectifs fixés par les experts du changement climatique avaient parfois été «trop ambitieux, trop agressifs, et n'avaient pas correctement pris en compte les périodes de transition». Le Qatar, pour sa part, s'est forgé une réputation de fournisseur d'énergie responsable dans le monde entier, a déclaré le ministre.

Angola

AGL a signé le contrat de concession du terminal du port de Lobito

La signature de l'accord s'aligne sur le planning du groupe qui prévoit de lancer l'exploitation des installations d'ici le premier trimestre 2024.

Africa Global Logistics (AGL), anciennement Bolloré Africa Logistics, a récemment signé l'accord de concession qui lui attribue le droit exclusif d'exploitation du terminal polyvalent du port de Lobito. Le groupe est en effet devenu attributaire des installations en octobre dernier à la suite d'un appel d'offres international lancé en janvier 2023. La plateforme se compose entre autres d'un quai de 1 200 mètres avec une profondeur de 14 m, d'une zone de stockage d'une capacité de 12 000 EVP, des équipements de manutention, etc. Dans le cadre de cette



concession a annoncé projet d'investissement de 100 millions USD dans le développement des installations. «Le plan d'exploitation d'AGL permettra avec le support du 1er armateur mondial, MSC d'améliorer la connectivité de la plateforme portuaire de Lobito. Il stimulera le commerce dans la région et soutiendra les efforts d'industrialisation. Le port de Lobito sera ainsi

partie prenante du développement des projets agricoles, des chantiers de construction et des entreprises de services tertiaires » a indiqué Olivier De Noray, Directeur général des Ports et Terminaux d'AGL. Le Port de Lobito est annoncé pour jouer d'ici quelques années un rôle plus que stratégique dans la transition énergétique mondiale, en étant la première porte d'entrée atlantique vers la région de la Copperbelt entre la Zambie et la RDC, une zone qui regorge des plus importants gisements de minerais critiques, notamment le cuivre, le cobalt.

Avec Agence Ecofin

Forum Mavil à Saint-Louis

Les villes du Sahel atteindront les ODD

Au dernier jour du Forum Maîtrise et adaptation des villes intermédiaires au Sahel (Mavil) qui s'est tenu dans la ville historique de Saint-Louis au Sénégal, Jean Marc Pradelle, le président de l'association internationale GRDR Migrations-Citoyenneté-Développement s'est réjoui des nouvelles réflexions qui ont permis d'avancer sur la résilience de Bakel (Sénégal), Kaedi (Mauritanie) et Kayes (Mali). Retour sur le déroulement de cet évènement majeur pour le développement urbain en Afrique de l'Ouest.

Ils étaient 70 élus locaux, représentants des partenaires au développement et de la société civile, à participer au Forum « Quelles trajectoires pour les villes du Fleuve Sénégal ? Regards sur Kayes, Kaédi et Bakel » qui s'est tenu du 12 au 14 décembre 2023 à Saint-Louis au Sénégal. Ces trois jours de débat et de partage multiculturel entre les villes du Sahel et de l'Europe ont été axés sur des questions essentielles au développement des villes intermédiaires notamment l'adaptation au changement climatique, les infrastructures de développement (eau, assainissement, écoles, électricité) ou encore la sécurité transfrontalière. Les échanges interactifs et parfois houleux ont permis d'aborder en premier lieu la problématique de l'égalité des genres qui selon Diodio Diadiou est assez cruciale pour atteindre l'ensemble des objectifs de développement durable (ODD) particulièrement en Afrique de l'Ouest. L'universitaire sénégalaise, spécialiste de la géographie sociale s'est appuyée sur la célèbre citation du chercheur français Yves



Lacoste « la ville est pensée au masculin », pour dénoncer le faible accès des femmes ouest-africaines à la propriété foncière, ainsi que leur vulnérabilité au-devant des inondations et des sécheresses prolongées que connaissent la sous-région. Pour sa part, l'architecte et président du Think and do tank GS-Development Luc Gnacadja a largement employé le verbe co-construire pour inciter à impliquer davantage l'habitant dans la planification urbaine. L'ancien ministre de l'Environnement du Bénin a également insisté sur la prise en compte de l'aspect culturel et l'évolution démographique. «La résilience climatique est avant tout culturelle. Nous avons exploré les défis de l'urbanisation rapide au sud du Sahara, où l'exode rural ne représente que 2/5 de la croissance de la population

urbaine. Avec 97% des zones urbaines comptant entre 10 000 et 300 000 habitants », a-t-il martelé. La question du financement a été aussi largement évoquée car sans les capitaux les projets des collectivités territoriales de Bakel (Sénégal), de Kaedi (Mauritanie) et de Kayes (Mali) restent noyés dans le Fleuve Sénégal qui les sépare. C'est dans cette logique que les diasporas ont été invitées à investir massivement dans l'agroécologie, les installations d'eau potable, le recyclage des déchets et les kits solaires afin que leurs villes d'origine puissent avancer sur la transition écologique. En la matière, l'équipe de la plateforme « Repat Africa » (migrants de retour, Ndlr) créée en 2019 a annoncé qu'elle avait déjà levé 300 000 euros.

Avec Afrik21

Maroc

Métito et Tahliya signent pour le dessalement de l'eau aux énergies propres

Metito Utilities et Tahliya Group ont choisi le village de la COP28, pour signer un accord sur le développement de deux projets de dessalement de l'eau de mer, alimentés aux énergies renouvelables au Maroc.

Metito Utilities développera deux projets de dessalement de l'eau aux énergies renouvelables au Maroc. La filiale du groupe émirien Metito Holdings a récemment annoncé ces projets, quelle mettra en œuvre en collaboration avec le groupe Tahliya. L'accord de partenariat a été signé récemment, en marge de la 28e Conférence des parties des Nations unies sur le climat (COP28) à Dubaï, aux Émirats arabes unis (EAU). Les sociétés émiriennes Metito et Tahliya construiront deux stations de dessalement de l'eau de mer dans le royaume chérifien. L'eau traitée servira approvisionner des systèmes d'irrigation multi-utilisateurs, alors que les ressources en eau douce diminuent drastiquement au Maroc en raison de la sécheresse.

Des usines alimentées aux énergies



renouvelables

«Le Maroc est un marché clé, car il promet un immense potentiel en tant que centre d'investissement, compte tenu de la diversité des actifs et du climat des affaires propice. Nous examinerons la possibilité de mobiliser de multiples poches de capitaux et d'expertise pour réaliser les projets prévus, y compris potentiellement le développement des infrastructures de l'eau en Afrique (AWID)», indique la société dirigée par Mutaz Ghandour. À ce jour, à peine 500 m3 d'eau douce sont disponibles par habitant

et par an dans le royaume chérifien, contre 2 500 m3 en 1960 selon l'Organisation des Nations unies (ONU). Les nouvelles stations de dessalement devraient améliorer l'approvisionnement en eau destiné à l'irrigation et à l'eau potable. Les usines seront alimentées aux énergies renouvelables, notamment le solaire, l'éolien. Ce qui devrait contribuer à réduire les émissions annuelles de gaz à effet de serre (GES) des installations, et donc de progresser vers un dessalement moins énergivore et plus durable.

Avec Afrik21

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

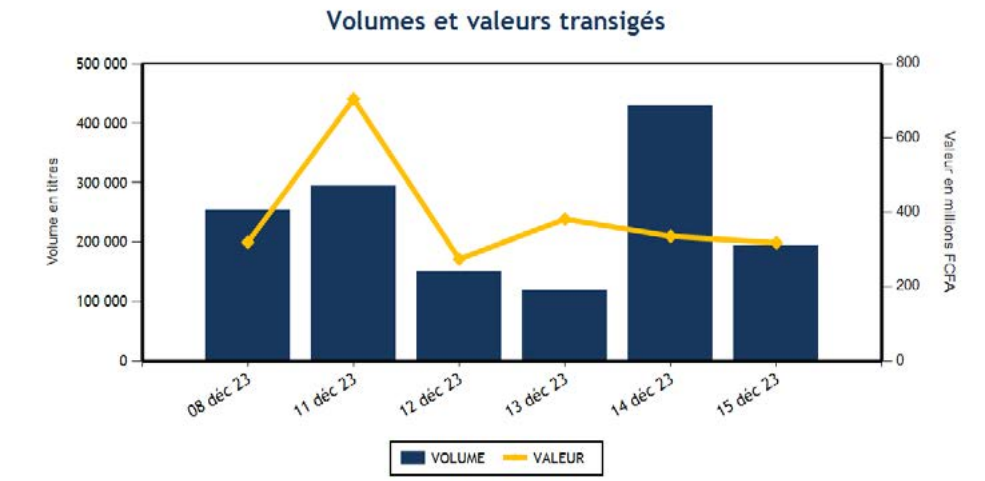
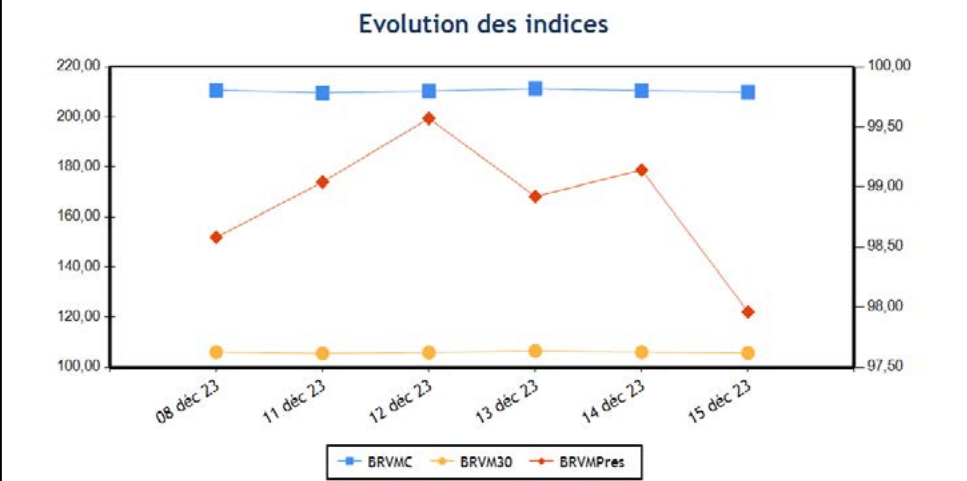
Afrique de l'Ouest

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 15 décembre 2023

N° 238

<div>BRVM COMPOSITE</div> <div>209,85</div> <div>Variation Jour</div> <div>-0,25 %</div> <div>Variation annuelle</div> <div>3,26 %</div>	<div>BRVM 30</div> <div>105,64</div> <div>Variation Jour</div> <div>-0,29 %</div> <div>Variation annuelle</div> <div>5,64 %</div>	<div>BRVM PRESTIGE</div> <div>97,96</div> <div>Variation Jour</div> <div>-1,19 %</div> <div>Variation annuelle</div> <div>-2,04 %</div>
--	---	---



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 807 132 213 561	-0,25 %
Volume échangé (Actions & Droits)	192 209	-55,23 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	301 385 342	-8,94 %
Nombre de titres transigés	45	4,65 %
Nombre de titres en hausse	11	10,00 %
Nombre de titres en baisse	16	14,29 %
Nombre de titres inchangés	18	-5,26 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOGB CI (SOGC)	3 445	7,49 %	-39,24 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 810	7,42 %	13,13 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 890	7,04 %	-26,37 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	705	6,82 %	-11,88 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	795	6,71 %	16,91 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	97,96	-1,19 %	-2,04 %	116 700	96 414 862	5,93
BRVM-PRINCIPAL	36	103,59	0,43 %	3,59 %	75 509	204 970 480	13,97

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	101,00	-1,66 %	-3,09 %	38 842	82 092 740	39,48
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	511,70	-0,72 %	4,60 %	14 343	69 823 585	8,55
BRVM - FINANCES	15	85,66	0,45 %	13,44 %	124 224	121 061 812	6,79
BRVM - TRANSPORT	2	364,38	-0,33 %	6,64 %	1 726	2 566 615	8,08
BRVM - AGRICULTURE	5	156,36	2,10 %	-44,86 %	5 396	13 423 880	6,37
BRVM - DISTRIBUTION	7	331,44	-0,30 %	-7,56 %	7 578	12 332 580	11,53
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 098,16	6,59 %	-6,32 %	100	84 130	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,61
Taux de rendement moyen du marché	8,45
Taux de rentabilité moyen du marché	10,58
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	133
Volume moyen annuel par séance	481 628,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 147 180 735,87

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 316 982 118 291	0,05 %
Volume échangé	2 177	165,16 %
Valeur transigée (FCFA)	16 593 500	275,25 %
Nombre de titres transigés	4	-33,33 %
Nombre de titres en hausse	3	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	1	-50,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NESTLE CI (NTLC)	6 980	-7,49 %	-15,34 %
UNIWAX CI (UNXC)	540	-6,90 %	-29,87 %
SAFCA CI (SAFC)	1 200	-4,00 %	36,36 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 200	-3,51 %	-31,25 %
SMB CI (SMBC)	10 500	-1,36 %	54,41 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	2,95
Ratio moyen de satisfaction	61,79
Ratio moyen de tendance	2 091,23
Ratio moyen de couverture	4,78
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	3,52
Nombre de SGI participantes	30

Chine

L'IA permet de ressusciter virtuellement les défunts

De plus en plus de Chinois endeuillés ont recours à l'intelligence artificielle (IA) pour redonner un semblant de vie à leurs proches disparus.

Dans un cimetière de l'est de la Chine, Seakoo Wu écoute, sur son téléphone, la voix de son défunt fils. Ce n'est pas un enregistrement du temps de son vivant: s'il parle, c'est grâce à l'intelligence artificielle. «Je sais que tu souffres beaucoup, chaque jour, à cause de moi, et que tu te sens coupable et impuissant», dit le défunt Xuanmo, dans une voix aux accents légèrement robotiques. «Même si je ne pourrai plus jamais être à tes côtés, mon esprit est toujours dans ce monde et t'accompagne dans la vie.» Pour le père de Xuanmo, l'objectif est de créer à terme un double virtuel de son fils se comportant exactement comme lui. «Une fois qu'on aura synchronisé la réalité et le métavers, j'aurai à nouveau mon fils avec moi», assure Wu. Plusieurs entreprises chinoises se sont engouffrées dans ce créneau du deuil virtuel: certaines disent avoir créé des milliers de «personnes numériques», parfois juste à partir d'une vidéo de 30 secondes du défunt.

«Exister pour toujours»

Saekoo et sa femme ont vu leur vie bouleversée l'an dernier quand leur fils unique est décédé d'un AVC à 22 ans. L'essor en Chine des robots conversationnels de type ChatGPT a donné au père effondré un nouvel espoir: ressusciter son fils virtuellement. Pour cela, il a rassemblé photos, vidéos et enregistrements audios de Xuanmo. Puis il a dépensé des milliers



de dollars auprès de sociétés spécialisées dans l'IA, afin qu'elles clonent le visage et la voix de son enfant. Super Brain, une entreprise spécialisée dans cette technologie, facture de 10'000 à 20'000 yuans (de 1300 à 2600 francs) la création d'un avatar basique en environ 20 jours, selon son fondateur Zhang Zewei. «Une version numérique de quelqu'un (peut) exister pour toujours, même si son corps n'est plus là.» Sima Huapeng, fondateur de l'entreprise Silicon Intelligence, à Nankin (est), en est persuadé: cette technologie représente «un nouveau genre d'humanisme». Il la compare au portrait ou à la photographie, qui en leur temps avaient révolutionné la façon dont les gens pouvaient se souvenir de leurs défunts.

Comment savoir si le défunt est consentant?

Ces doubles virtuels peuvent apporter un certain réconfort, reconnaît Tal Morse, chercheur au Centre d'études sur la mort et la société à l'université britannique de Bath. Mais encore faut-il savoir

quel sera leur impact psychologique et éthique. «Une question essentielle ici, c'est de savoir (...) à quel point ces bots fantômes sont fidèles à la personnalité qu'ils sont censés imiter», dit-il. Car «que se passe-t-il s'ils font des choses qui «polluent» la mémoire de la personne qu'ils doivent représenter?» Et comment savoir si la personne décédée aurait été réellement consentante? Toute technologie nouvelle est «à double tranchant», admet Zhang, de Super Brain. Mais «tant qu'on aide ceux qui en ont besoin, je ne vois pas le problème». Il assure ne pas travailler avec ceux pour qui l'expérience pourrait avoir un impact négatif, citant le cas d'une femme qui a tenté de se suicider après le décès de sa fille. Xuanmo aurait «probablement accepté» d'être ramené à la vie virtuellement, affirme son père. «Un jour, mon fils, nous nous retrouverons tous dans le métavers», lance-t-il, tandis que sa femme pleure devant sa tombe. «La technologie s'améliore de jour en jour (...) ce n'est qu'une question de temps.»

(AFP)

Commerce

Le Kenya et l'UE signent un accord «historique»

Le président kényan William Ruto a salué lundi la signature du premier accord commercial d'envergure depuis 2016, entre l'Union européenne et le continent africain.

«C'est (...) le début d'un partenariat historique pour une transformation historique», s'est félicité lundi William Ruto, président du Kenya, après la signature d'un accord de partenariat économique (APE) entre son pays et l'Union européenne. Négocié de longue date et conclu en juin, celui-ci garantit aux produits kényans un accès libre de droits et sans quotas au marché européen et des réductions tarifaires pour les produits européens à destination du pays d'Afrique de l'Est. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a qualifié ce partenariat de «situation gagnant-gagnant», appelant d'autres pays d'Afrique de l'Est à rejoindre l'accord. «Nous ouvrons un nouveau chapitre dans notre très solide relation et nos efforts doivent désormais se concentrer sur sa mise en œuvre», a-t-elle déclaré. Les parlements kényan et européen doivent désormais ratifier le texte, qualifié la semaine dernière par le Conseil européen de «partenariat économique le plus ambitieux» conclu avec un pays en développement. Il comprend également des engagements en faveur du développement durable, de la protection de l'environnement et des droits du travail, a indiqué le Conseil, dans un



communiqué. Pour le Kenya, l'UE représente plus de 20% de ses exportations, principalement des produits agricoles comme les fruits et légumes ainsi que les célèbres thé et café. Le total des échanges commerciaux entre les deux marchés a atteint 3,3 milliards d'euros en 2022, en hausse de 27% depuis 2018, selon des chiffres de l'UE. «Le cœur de cet accord est de mettre de l'argent dans les poches des gens ordinaires», a affirmé William Ruto.

Pays stable

Cet accord s'inscrit dans une volonté de Bruxelles de tisser des liens économiques plus étroits sur le continent africain pour tenter de contrer la présence de la Chine, qui multiplie les dépenses dans de grands projets d'infrastructures, notamment au Kenya. L'UE a pris

des mesures pour contrer le programme chinois dit des «Nouvelles routes de la soie», également connu sous le nom de «La Ceinture et la Route», en annonçant en février, qu'elle augmenterait les investissements au Kenya de centaines de millions de dollars par le biais de sa propre stratégie, «Global Gateway». Le Kenya est considéré par la communauté internationale comme une démocratie stable dans une région régulièrement secouée par des crises politiques ou militaires. En marge de la conclusion de l'accord en juin, le commissaire européen au Commerce, Valdis Dombrovskis, avait affirmé à la presse que l'Afrique était «une région prioritaire» pour l'UE, espérant que l'accord avec le Kenya ferait écho ailleurs sur le continent.

(AFP)

Royaume-Uni

Le géant Unilever et ses «allégations vertes» sous enquête

Le poids lourd de l'alimentaire et des produits d'hygiène – savons Dove, déos Axe, soupes Knorr ou glaces Magnum – pourrait, selon Londres, «exagérer à quel point des produits sont écologiques».

Le géant de l'agro-alimentaire et des produits d'hygiène Unilever est visé par une enquête du gendarme britannique de la concurrence, la CMA, qui s'inquiète que le groupe «puisse exagérer à quel point certains produits sont écologiques». «La CMA examinera les allégations «vertes» faites par Unilever concernant certains articles ménagers essentiels, tels qu'un certain nombre de produits de nettoyage et d'articles de toilette», pour s'assurer «que les acheteurs ne sont pas induits en erreur», a annoncé le régulateur mardi. Cette annonce

s'inscrit dans le cadre d'une enquête plus large de la CMA, lancée en janvier, sur les promesses «vertes» de produits essentiels, de l'alimentation aux articles d'entretien et d'hygiène, après une enquête équivalente ouverte, l'an dernier, sur des marques de mode à bas prix.

Affirmations «vagues et générales»

À propos d'Unilever, connu pour les savons Dove, les déodorants Axe, les soupes Knorr ou les glaces Magnum, la CMA s'inquiète notamment d'affirmations «vagues et générales» sur l'impact environnemental de

certains produits ou d'ingrédients présentés d'une manière qui peut exagérer leur caractère «naturel». Autres reproches: une profusion de couleurs et d'images, dont «des feuilles vertes», donnant l'impression de produits écologiques, et certaines affirmations qui ne concernent en fait qu'un seul aspect d'un produit, et non l'article dans son ensemble, notamment sur la question du recyclage. «Nous allons approfondir ces affirmations pour voir si elles sont à la hauteur» de leurs promesses, indique Sarah Cardell, la directrice générale de la CMA.

(AFP)

Fiscalité

Le Parlement brésilien approuve une réforme fiscale d'ampleur

Le Congrès brésilien a approuvé vendredi une réforme fiscale d'ampleur, une victoire politique pour le président Lula et un tournant pour la première économie d'Amérique latine.

Il s'agit de la première réforme du système d'impôts sur la consommation au Brésil depuis les débuts de la dictature militaire (1964-1985). La Chambre des députés a approuvé cette proposition d'amendement à la Constitution lors de deux votes distincts, par 365 voix pour – 308 étaient nécessaires – au dernier tour. Il s'agissait du deuxième examen de ce texte après les modifications apportées par le Sénat en novembre. «C'est la plus importante des réformes car elle organise l'ensemble du système productif», a déclaré le ministre des Finances, Fernando Haddad, à l'issue du vote. Elle «aligne le Brésil sur les pays les plus modernes du monde», a-t-il ajouté. Pour sa part, le président du Congrès, Arthur Lira, a qualifié cette journée de «jour historique», affirmant que cette réforme vise à «réduire la bureaucratie et à rendre le calcul de



l'impôt plus transparent».

«Historique»

Une telle réforme, que le gouvernement qualifie d'«historique», était déjà souhaitée par les exécutifs précédents, et notamment par l'ancien chef de l'État d'extrême droite Jair Bolsonaro (2019-2022). Mais elle avait à chaque fois buté sur le manque de consensus. Elle regroupe cinq taxes en une seule, la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) qui sera divisée en une taxe fédérale et une taxe d'État. Elle réduit

également les taux d'imposition dans des secteurs tels que la santé, l'éducation et les produits alimentaires de base, et comprend des mesures d'incitation pour les fabricants de véhicules électriques et de véhicules fonctionnant aux biocarburants. Le projet de loi prévoit une période de transition jusqu'en 2033, date à laquelle le nouveau système sera mis en place. Le montant de la TVA sera déterminé ultérieurement dans une loi, mais il devrait se situer autour de 27%, soit l'un des taux les plus élevés au monde, selon les dernières estimations du ministère des Finances. Le gouvernement a affirmé que ce chiffre, et la hausse de la charge fiscale qui en découle pour le secteur des services, sera atténué par des contreparties.

Avec lematin.ch

Alimentation

La FAO a besoin de 1,8 milliard d'USD pour sauver 43 millions de personnes en 2024

En 2024, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) cherche à réunir un total de 1,8 milliard d'USD, au titre des plans d'intervention humanitaire visant à aider 43 millions de personnes à produire leur nourriture, alors que la faim aiguë continue de s'aggraver dans le monde.



L'annonce a été faite par la FAO dans le cadre de l'appel humanitaire de grande envergure lancé aujourd'hui par l'Organisation des Nations Unies au nom de plus de 1 900 partenaires humanitaires en faveur de 72 pays touchés, directement ou indirectement, par des crises. Tout au long de l'année 2023, les besoins humanitaires se sont maintenus à un niveau extrêmement élevé, puisqu'environ une personne sur 33 (258 millions de personnes) dans 58 pays et territoires était confrontée à une situation de faim aiguë résultant des conflits armés, des chocs économiques, des phénomènes climatiques extrêmes, de la pauvreté et des inégalités. Parallèlement, les budgets humanitaires ont commencé à se resserrer, laissant des millions de personnes sans assistance.

L'aide agricole d'urgence est largement négligée

En moyenne, deux tiers des personnes confrontées à l'insécurité alimentaire aiguë survivent grâce à l'agriculture. Dans les contextes humanitaires, les interventions agricoles d'urgence qui permettent aux populations de pro-

duire leur nourriture – et qui vont souvent de pair avec des distributions directes de denrées alimentaires et des transferts en espèces – constituent le moyen le plus efficace de satisfaire les besoins humanitaires essentiels tout en optimisant les retombées de chaque dollar versé. Pourtant, seulement 4 pour cent des fonds alloués à l'aide humanitaire dans le secteur alimentaire sont destinés à l'aide agricole d'urgence. Les crises alimentaires continueront à occuper une place prépondérante dans les perspectives mondiales pour 2024. On s'attend à de nouvelles restrictions financières, dans un contexte où les phénomènes météorologiques extrêmes engendrés par la crise climatique et El Niño se conjuguent à des conflits nouveaux ou qui s'intensifient et à une instabilité économique, faisant basculer de plus en plus de personnes dans la famine.

Retour sur les interventions de la FAO en 2023

À la fin du mois de novembre, malgré les restrictions budgétaires, la FAO avait prêté assistance à plus de 30 millions de personnes confrontées à des crises alimentaires en 2023. L'année dernière, pour un coût de seulement 598 millions d'USD, l'aide d'urgence de la FAO destinée à la production vivrière et maraîchère a permis à 23 millions de personnes de 29 pays de cultiver leurs aliments et de répondre aux besoins en céréales de leur famille pendant 11 mois en moyenne. Globalement, la valeur des productions vivrière et maraîchère s'est élevée à 2,75 milliards d'USD, ce qui représente un retour sur investissement moyen de 6 USD pour chaque dollar versé par la FAO. Les décisions prises pour financer les interventions agricoles d'urgence à grande échelle ont des résultats tangibles. Ainsi, en Afghanistan, non seulement les kits de blé fournis par la FAO ont permis de répondre aux besoins annuels en blé d'une famille, mais les semences fournies ont aussi permis d'obtenir des rendements bien supérieurs aux autres méthodes, avec un accroissement net de plus de 0,5 tonne par ménage. Grâce

à l'ampleur de cette assistance agricole, associée à une aide alimentaire et à des transferts monétaires, le nombre d'Afghans vivant en milieu rural et connaissant un niveau élevé d'insécurité alimentaire aiguë a commencé à diminuer, passant de 47 pour cent de la population mesurée entre mars et mai 2022 à 40 pour cent en avril 2023.

Distribution des semences

De même, en dépit de combats importants qui ont fait rage à un moment décisif de la saison agricole au Soudan et grâce aux efforts soutenus déployés par les partenaires locaux, ainsi qu'à l'appui du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), qui a assuré l'accès aux communautés rurales, l'Organisation a pu distribuer rapidement des semences de qualité à près d'un million de ménages agricoles, à temps pour la mise en terre des semis. Les récoltes obtenues à partir de ces semences devraient suffire à nourrir environ 13 millions de personnes pendant plus de sept mois. Il est urgent de mobiliser des fonds qui serviront à acheminer des intrants essentiels en prévision des prochaines périodes de semis (par exemple, en Ukraine et au Soudan du Sud). La FAO préconise un financement flexible, sans affectation particulière, octroyé au titre du Fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement. Il s'agit du moyen le plus efficace de soutenir les activités de l'Organisation, car il permet à cette dernière d'agir rapidement lorsque la situation se détériore ou que de nouvelles crises émergent. «Dans un contexte de réduction des financements au niveau mondial, ce type d'aide revêt un caractère vital et présente un bon rapport coût-efficacité», a souligné Mme Beth Bechdol, Directrice générale adjointe de la FAO. «Les interventions agricoles d'urgence permettent de sauver des vies et sont porteuses de transformations: elles doivent être financées.»

HOROSCOPE finance

Bélier | Pour l'instant, vous n'aurez pas intérêt à effectuer d'importantes transactions financières. Soyez également très prudent si vous devez régler une affaire de succession. Mais bientôt, vous serez beaucoup mieux soutenu par les astres.

Taureau Méfiez-vous de l'imprévoyance ! Surveillez de très près vos comptes et vérifiez que vous avez bien payé vos impôts et autres charges. Sans quoi, vous pourriez recevoir une grosse tuile sur la tête, car les astres ne vous feront pas de cadeau.

Gémeaux Ne succombez pas à la tentation de dépenser plus que vos moyens ne le permettent. "S'habiller à sa taille et se chauffer à son pied : voilà la sagesse" (Horace). Évitez les découverts, les dettes et les engagements inconsidérés que vous seriez tenté de prendre pour résoudre les difficultés du présent. Cependant, grâce aux bons offices de la planète Neptune, quels que soient vos ennuis financiers, vous vous en sortirez, à condition de faire preuve d'une rigueur absolue dans la gestion.

Cancer Jupiter va ouvrir une période favorable à la prospérité. La chance sera cette fois à vos côtés et même, pour certains, une chance exceptionnelle. Tâchez de tirer au mieux parti de cette aide céleste.

Lion Aucun changement à l'horizon ; vous devrez encore gagner votre pain à la sueur de votre front. Ne rêvez pas : Saturne et la Lune ne sont ni l'un ni l'autre des facteurs d'expansion, et ce n'est certainement pas cette fois que vous gagnerez au Loto.

Vierge La Lune va influencer cette fois l'un de vos secteurs d'argent. La Lune n'est pas forcément dangereuse, mais elle a tout de même tendance à limiter les possibilités d'expansion. Sur le plan financier, son impact pourra donc se traduire par une certaine stagnation. Vous feriez bien de vous mettre dans la tête que vous aurez intérêt à rester raisonnable. Évitez les dépenses superflues, et tout ira bien.

Balance Avec cet aspect de Neptune, tout ira bien sur le front financier si vous évitez de prendre des décisions trop hâtives, et si vous vérifiez plutôt deux fois qu'une les contrats que vous signerez.

Scorpion Rien à craindre sur le plan pécuniaire si vous restez prudent et raisonnable. Mais si vous avez tendance à être dépensier ou impulsif en affaires, attention à Pluton ! Assez négatif, cet astre ne vous fera pas de cadeau si vous prenez trop de risques. Méfiez-vous des envies d'achats ruineux. Méfiez-vous également des idées farfelues qui pourront vous passer par la tête concernant des placements ou des investissements.

Sagittaire Le Soleil en cet aspect devrait favoriser le maintien de votre équilibre budgétaire. Cependant, cette planète par nature positive pourra avoir pour effet de renforcer votre optimisme et votre confiance en vous, et du même coup de vous rendre encore plus euphorique et dépensier qu'à l'ordinaire. Certains d'entre vous pourraient même aller jusqu'à vider leur compte épargne pour s'offrir une folie coûteuse !

Capricorne Sur le plan des finances, vos évaluations passées s'avéreront inexactes. Revoyez chaque poste et faites-en une estimation plus sévère. Vous verrez qu'il est nécessaire de prendre des mesures draconiennes.

Verseau Vous craignez parfois pour votre avenir, à telle enseigne que vous éprouvez certaines difficultés à jouir du présent. Rassurez-vous ! "Ne vous mettez pas en souci du lendemain, car le lendemain aura souci de lui-même ; à chaque jour suffit sa peine" (Evangile).

Poisson Les influx seront contradictoires sur le plan pécuniaire. Vous oscillerez entre des envies irrésistibles de dépenser sans limite et des résolutions d'austérité et d'économie. Ce sera également une journée au cours de laquelle vous pourrez avoir à dépenser davantage pour les autres que pour vous-même.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Économique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



COMMUNIQUE DE PRESSE **FESTIVAL DES DIVINITÉS NOIRES**

**18 décembre
2023**

« TOGO terre de nos aïeux, terre inconnue » 9ème Édition

« Harmonie des Âmes : Célébration des Racines, Convergence des Cultures »

Retrouvons-nous autour du Festival des Divinités Noires du 12 au 14 janvier 2024 à Aného et Glidji.

L'Association Acofin a le plaisir de vous informer de la tenue du Festival des Divinités Noires les 12,13 et 14 janvier 2024 à Aného et Glidji.

Cette 9ème édition signe le grand retour de cet événement culturel instituée en 2006 après une pause de 10 ans.

Suite au VODUN DAYS à OUIDAH au BENIN, GLIDJI et ANEHO au TOGO, vont vibrer aux rythmes du Festival des Divinités Noires, le rendez-vous annuel des sociétés initiatiques d'Afrique et de sa diaspora.

L'association Acofin propose aux festivaliers une programmation riche de trois jours de spectacles.

Les sociétés initiatiques du Nord (les Konfonas de PYA, les Solas, les danseurs de feu Brassard et les jeunes filles vierges) et celles du Sud (les jeunes filles vierges Adjifos, les zangbéto, le Blékété et les 41 divinités Guin-Minas) vous invitent à une grande fête à GLIDJI et ANEHO.

Trois jours de démonstration des cultures africaines, de consultation du Fa, de tamtams, chants et danses sacrés, de carnaval, d'exposition, de dégustations culinaires, de concert et de sons et lumières.

Le Festival des Divinités Noires fait la promotion du patrimoine culturel africain dans toute sa dimension.

Le Festival vous accueille toute la journée à Glidji, sur la place Acofin et place Flamani à Aného

Le Festival des Divinités Noires est le reflet de l'âme africaine..

**Rendez-vous du
12 au 14 janvier 2024**

**Contact:
Me Têtê WILSON-BAHUN**

☎ +228 93 52 87 59 ✉ info@festivaldesdivinitesnoires.org



Réveillon de Noël

 **Dim. 24 déc.**
à partir de 20h00

Diner
au Restaurant
SONGHAÏ,
27^{ème} étage

42.500
FCFA*

BBQ
à **AKWABA**
pool bar & grill
AMBIANCE DJ

25.000
FCFA*

*par personne, un verre de mocktail, cocktail-vodka, sangria inclus
Politique enfant : 6 à 12 ans -50%, et moins de 6 ans en gratuité

Réservez 48 heures à l'avance

+228 22 23 86 00

Foodbev@hotel2fevrierlome.com



2 FEVRIER
HOTEL-LOME
★★★★★